



Des images satellites révèlent qu'Israël étend ses sites militaires à Gaza

Description

Ces images montrent qu'Israël construit des bases militaires permanentes à Gaza alors que les plans de reconstruction soutenus par les États-Unis sont au point mort.

Par la rédaction d'Al Jazeera, le 19 avril 2026



Les images satellites prises entre le 20 février et le 4 mars 2026 ne montrent aucun chantier de construction ni aucun déblaiement des décombres sur le site prévu pour le projet « New Rafah », soutenu par les États-Unis, dans le sud de Gaza [Fichier : Planet Labs]

Les États-Unis ont proposé des plans pour reconstruire Rafah, ville du sud de la bande de Gaza entièrement détruite par deux années de bombardements israéliens. Ce projet devait être la pièce maîtresse d'une vision américano-israélienne pour l'avenir de la bande de Gaza après la guerre, mais des images satellites suggèrent son blocage avant même le début des travaux.

Une analyse réalisée par l'unité d'enquêtes numériques d'Al Jazeera à partir d'images satellites de Planet Labs et Sentinel Hub a révélé que les fortifications militaires israéliennes s'étendent à un rythme effréné à travers Gaza, en particulier à Rafah.

L'analyse des images prises entre le 25 février et le 15 mars confirme que, tandis que le déblaiement des décombres a pratiquement cessé à Beit Hanoun, au nord, et à Rafah, les forces israéliennes emploient systématiquement à ancrer une réalité militaire permanente dans toute l'enclave d'Israël.

Si la reconstruction civile a ralenti, les travaux de construction militaire israéliens se sont accélérés. Des images satellites datant du 10 mars montrent d'importants travaux de déblayage et de fortification sur la colline stratégique d'al-Muntar à Shujayea, un quartier de la ville de Gaza, ainsi que des avant-postes à Khan Younis, dans le sud de Gaza.

Dans le centre de Gaza, des images Sentinel du 15 mars ont révélé des travaux en cours sur une tranchée et un talus de terre s'étendant jusqu'au camp de Maghazi, près de Deir el-Balah. À Juhor ad-Dik, de nouvelles routes relient désormais des sites militaires existants à des zones récemment nivelées, ce qui suggère la création d'avant-postes permanents.

Ces conclusions concordent avec une enquête menée fin 2025 par Forensic Architecture, qui avait identifié 48 sites militaires israéliens à l'intérieur de Gaza dont 13 ont été construits après un « cessez-le-feu » en octobre. Ces sites se sont transformés en bases permanentes dotées de routes goudronnées, de tours de guet et de liaisons de communication permanentes avec le réseau militaire national israélien.



Des images satellites prises entre le 20 février et le 10 mars 2026 montrent d'importants travaux d'aménagement et d'agrandissement dans un avant-poste militaire israélien situé à l'est de la ville de Gaza [Planet Labs]

Traduction, de haut en bas : « avant-poste militaire », « tranchées et talus de terre », « routes pavées », « avant-poste en construction »

Le mirage de la « nouvelle Rafah »

Lors du Forum économique mondial qui s'est tenu en janvier dans la ville suisse de Davos, Jared Kushner, gendre du président américain Donald Trump, a présenté des images générées par intelligence artificielle d'une « nouvelle Rafah » peuplée de gratte-ciel et de complexes hôteliers de luxe. Trump a ensuite promu cette « Riviera du Moyen-Orient » à travers un plan en

20 points, promettant un financement de 10 milliards de dollars via le Conseil de la paix, qu'il a créé pour faire concurrence aux Nations unies.

L'organisation Euro-Med Human Rights Monitor, basée à Genève, a toutefois [mis en garde](#) contre le fait que le plan « Nouvelle Rafah » constitue un mécanisme de restructuration démographique et de déplacement forcé.

Le plan prévoit de diviser Gaza en blocs de population et en zones militaires fermées. Les Palestiniens seraient confinés dans des « villes » de caravanes résidentielles, chacune regroupant environ 25 000 personnes sur un seul kilomètre carré (0,4 mile carré). Ces « villes » seraient entourées de clôtures et de postes de contrôle, et l'accès aux services essentiels serait subordonné à l'obtention d'un laissez-passer délivré après des contrôles de sécurité israéliens et américains à un modèle que Euro-Med a comparé à des ghettos.

Une nouvelle frontière permanente

La « [ligne jaune](#) » de Gaza, qui limitait la zone de « cessez-le-feu », est en train de se transformer en frontière permanente. À Beit Lahiya, dans le nord, des images satellites datant du 4 mars montrent la construction d'un talus de terre le long de la « ligne jaune » et d'un autre talus parallèle à celui-ci, s'étendant sur plus de 580 mètres (634 yards) à l'intérieur de ce que la « ligne de cessez-le-feu » désigne comme le territoire où les Palestiniens sont censés vivre : une intrusion significative au-delà de la ligne désignée.

En décembre, le chef d'état-major israélien Eyal Zamir [a défini](#) cette ligne comme une « nouvelle frontière ». Le ministre de la Défense, Israel Katz, a ensuite [déclaré](#) qu'Israël « ne quitterait jamais Gaza », promettant d'établir des colonies militaro-agricoles.

Les investigations d'Al Jazeera ont en outre révélé qu'Israël avait secrètement déplacé des bornes frontalières en béton de plusieurs centaines de mètres plus loin à l'intérieur des zones désignées pour les Palestiniens.

Un « cessez-le-feu » sanglant

Malgré le « cessez-le-feu » d'octobre, les violences persistent. Le ministre de la Santé de Gaza a fait état de 750 morts et de plus de 2 090 blessés depuis le début du « cessez-le-feu », portant le nombre total de victimes depuis le début de la guerre génocidaire menée par Israël en octobre 2023 à plus de 72 300. Une étude indépendante publiée dans la revue médicale *The Lancet* [suggère](#) que le bilan réel pourrait être nettement plus élevé. Elle estime à plus de 75 000 le nombre de morts dues à la « violence directe » rien qu'au début de l'année 2025.

Une [analyse](#) d'Al Jazeera a révélé qu'Israël a lancé des attaques pendant 160 des 182 jours du « cessez-le-feu ». Ces attaques impliquent souvent des incursions visant à raser des zones destinées à l'habitation palestinienne.

Les efforts visant à documenter ces événements se heurtent à des obstacles sans précédent. Ce mois-ci, Planet Labs [a annoncé](#) une interdiction « pour une durée indéterminée » des

images provenant des zones de conflit, à la demande du gouvernement américain. D'autres fournisseurs, comme Vantor, ont imposé des restrictions similaires, limitant considérablement la capacité des médias et des organisations de défense des droits humains à surveiller la situation à Gaza.

Ce mois-ci, les évaluations humanitaires réalisées par des organisations d'aide, notamment Oxfam et Save the Children, ont déclaré que le plan de reconstruction de Trump était en check, estimant qu'il n'avait pas réussi à « démontrer un impact clair sur les conditions de vie à l'intérieur de Gaza ».

date créée
2026/04/20